



HAL
open science

Vue d'ensemble de la conflictualité en 2018

Jean-François Guilhaudis

► **To cite this version:**

Jean-François Guilhaudis. Vue d'ensemble de la conflictualité en 2018. Paix et sécurité européenne et internationale, 2019, 13, pp.8-42. 10.61953/psei.1108 . halshs-03157823

HAL Id: halshs-03157823

<https://shs.hal.science/halshs-03157823>

Submitted on 20 Apr 2021

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Vue d'ensemble de la conflictualité en 2018

Jean-François Guilhaudis

Professeur honoraire à l'Université de Grenoble-Alpes

I. Introduction

(2) Cette vue d'ensemble, à partir des principaux instruments d'étude et de suivi des conflits, fournit pour 2018 des indications sur les conflits armés et les autres conflits intéressant la sécurité internationale.

Elle ne donne pas d'informations détaillées sur chaque conflit, Ces informations sont fournies avec la présentation du stock des conflits et/ou dans le/les fait(s) marquant(s).

II. Aspects humanitaires

II.1. Les conflits les plus meurtriers

(3) On dispose à cet égard de chiffres abondants. Il faut cependant, toujours se rappeler que les chiffres sont souvent, plus ou moins incertains¹. Ils varient aussi sensiblement d'une base de données à une autre, en partie à cause d'approches différentes.

L'*Uppsala Conflict data program* (UCDP) prend la précaution de donner pour tous les conflits qu'il recense, 3 chiffres – haut, bas et sa meilleure estimation – et les écarts sont souvent significatifs.

Tableau 1. Les conflits les plus meurtriers en 2018

Lieu	Nombre de morts
Afghanistan (Taliban)	22837 (21476/24765)
Syrie (Gouvernement/insurgés)	7210 (7167/7384)
Yémen (Gouvernement/AQAP, Forces de Hadi)	4523 (4457/6620)

Source : UCDP, Therése Petterson, Stina Högladh et Magnus Öberg, *Organized Violence, 1989 - 2018, JPR*, vol. 56 n° 4, 2019.

Pour l'UCDP, en 2018, le conflit le plus meurtrier reste celui qui oppose, en Afghanistan, les Talibans au gouvernement afghan. La Syrie, qui figurait pour 2017 à la troisième place, est en 2018 en deuxième position, mais cette fois avec un nombre de victimes nettement moindre et pour l'affrontement entre gouvernement et insurgés, au lieu des combats impliquant l'Etat islamique. L'Irak (Etat islamique), en numéro deux pour 2017, a cédé la place au Yémen, en 2018. Si au lieu de décompter les morts par dyade conflictuelle, on le fait par pays, on obtient

¹ Le cas de la répression des Rohingya au Myanmar (Birmanie) en a fourni un très bon exemple. Médecins sans frontières a rapporté que, en août-septembre 2017, elle aurait fait 6000 victimes. Mais de son côté, l'UCDP n'en relevait qu'environ 750. V. T. Petterson et K. Eck, *Organized Violence, 1989-2017, Journal of Peace Research*, 55, n° 4, p. 539, pour les explications données.

par addition, des résultats différents : 25679 pour l’Afghanistan, 11498 pour la Syrie. Si on ajoute, par pays, les *State-based* et *Non-state Conflicts*, les résultats deviennent encore différents.

Les trois conflits les plus meurtriers repérés par *Ongoing Armed Conflicts* sont les mêmes mais avec des chiffres bien différents : 35941 morts pour l’Afghanistan, 25705 pour le Yémen et 23000 pour la Syrie. Le *SIPRI Yearbook 2019* donne aussi ces trois conflits comme les plus importants avec des chiffres encore différents : Afghanistan (43700), Yémen (30700) et Syrie (30200) à partir des données de *Armed Conflict Location & Events Data Project (ACLED)*.

Une grande partie de ces morts sont des civils, plus particulièrement exposés quand les combats se déroulent dans des zones densément peuplées, ce qui est le cas notamment en Syrie. Sur la base de données relatives à la Syrie, à l’Irak, au Pakistan, à l’Afghanistan et au Yémen, *Action on Armed Violence* indique qu’en 2018, sur 32102 morts et blessés causés par des armes explosives, 70% étaient des civils et que lorsque de telles armes sont utilisées dans des zones peuplées, les civils représentent 90% des victimes².

Il est regrettable que l’on ne donne pas d’indications sur les blessés, les orphelins, autres victimes de la guerre, dont le poids peut être très lourd, pendant et après les hostilités. On dispose en revanche de données sur le sort des enfants grâce aux rapports que le Secrétaire général des Nations unies leur consacre à la demande du Conseil de sécurité. Dans son dernier rapport, il se dit « profondément préoccupé par l’ampleur et la gravité des violations contre les enfants répertoriées dans le présent rapport, notamment du nombre élevé d’enfants tués ou gravement blessés, d’enrôlements et d’utilisations, de violences sexuelles et d’enlèvement »³. Le Secrétaire général fait également rapport sur la violence sexuelle dans les conflits⁴. L’application du droit international humanitaire et du droit des conflits armés reste faible dans les guerres actuelles.

II.2. Les conflits les plus perturbateurs (personnes déplacées et réfugiés, effets sur les Etats concernés et les autres)

II.2.1. Personnes déplacées et réfugiés

(4) L’expression personnes déplacées désigne les personnes qui fuient les combats, mais restent dans leur pays. Celles qui partent dans d’autres pays sont appelées « réfugiés »⁵. Les deux catégories représentent une urgence humanitaire. Les « réfugiés », font aussi peser une charge, voire un danger important sur les pays où ils vont, voisins et parfois plus lointains.

² AOAV, 2018: *a year of explosive violence* (site: aoav.org.uk)

³ S/2018/465, § 253, rendu en application de la résolution 2225 (2015) ; le rapport contient en annexes des listes des parties qui commettent des violations graves.

⁴ V. S/2018/250 rendu sur la base de la résolution 2253 (2015) où le SG recommande d’inclure la violence sexuelle parmi mes critères permettant au Conseil de prendre des sanctions.

⁵ Pour être précis, il faut distinguer entre plusieurs acceptions du terme « réfugiés ». Au sens le plus restreint du terme « réfugiés » désigne les personnes qui ont obtenu le statut de réfugié, après avoir présenté une demande d’asile. « Réfugiés » renvoie aussi aux personnes susceptibles d’être reconnues comme réfugiés au sens de la convention du 28 juillet 1951. La convention, dans son article 1 A, désigne par réfugié une personne « *craignant avec raison d’être persécutée du fait de sa race, de sa religion, de sa nationalité, de son appartenance à un certain groupe social ou de ses opinions politiques* » qui ne peut et ne veut pas retourner dans son pays d’origine. Ces réfugiés n’ont pas forcément fui un conflit armé. Enfin il y a l’acception la plus ordinaire du terme, qui est celle du HCR selon laquelle les « réfugiés » sont les personnes fuyant ailleurs que dans leur pays, la guerre ou la persécution.

Le nombre des **personnes déplacées** du fait des conflits armés et de la violence est toujours considérable. Il est, pour 2018, selon l'Observatoire des situations de déplacement interne/ *Internal Displacement Monitoring Centre* de 10,8 millions de personnes, sur un total de personnes déplacées de 28 millions ; 17,2 millions de personnes dans la même situation, étant par ailleurs victimes des catastrophes. On trouvera, ci-après, des indications concernant les déplacements de personnes pour cause de conflit, intervenus en 2018 ainsi que le total des personnes déplacées, par pays et par régions.

Personnes déplacées pour cause de conflit, en 2018, par pays.

Tableau 2. Pays comptant le plus grand nombre de personnes déplacées pour cause de conflit en 2018

Pays	Personnes déplacées (milliers) en 2018 (Chiffres 2017)
Ethiopie	2 895 000
Rd Congo	1840 000 (2 200 000)
Syrie	1649 000 (2 900 000)
Somalie	578 000
Nigeria	541 000
RC Africaine	510 000 (539 000)
Cameroun	459 000
Afghanistan	372 000 (474 000)
Sud Soudan	321 000 (857 000)
Yémen	252 000

Source : IDMC Global Report on Internal Displacement 2019.

Nombre total des déplacés pour cause de conflit, fin 2018, par pays.

Tableau 3. Pays comptant au total, le plus grand nombre de déplacés

Pays	Total des personnes déplacées fin 2018
Syrie	6 119 000
Colombie	5 761 000
Rd Congo	3 081 000
Somalie	2 648 000
Afghanistan	2 598 000
Yémen	2 324 000
Nigeria	2 216 000
Ethiopie	2 137 000
Soudan	2 072 000
Irak	1 962 000

Source : IDMC Global Report on Internal Displacement 2019.

Personnes déplacées par région fin 2017 et fin 2018

Tableau 4. Personnes déplacées pour cause de conflit armé en 2018, par régions

Région	Personnes déplacées (milliers) (chiffres 2017)
Afrique sud du Sahara	7 446 000 (5 500 000)
Moyen orient Maghreb	2 137 000 (4 500 000)
Asie de l'Est et Pacifique	236 000 (705 000)
Asie du Sud	544 000 (634 000)
Amériques	404 000 (457 000)
Europe Asie centrale	12 000 (21 000)

Source : IDMC Global Report on Internal Displacement 2019.

(5) S'agissant des « **réfugiés** », les données de HCR, font état pour 2018 de 20,4 millions de personnes relevant de lui – et de 5,5 millions de réfugiés palestiniens enregistrés à l'UNRWA (en 2017 les chiffres étaient de 19,9 et 5,4 millions). Ces réfugiés viennent, pour une grande part, de quelques pays et ils ont été également accueillis dans un nombre limité d'Etats.

Provenance des réfugiés en 2018, par pays.

Tableau 5. Principaux pays de provenance des réfugiés

Pays	Nombre de réfugiés (Chiffres 2017)
Syrie	6700000 (6300000)
Afghanistan	2700000 (2600000)
Sud Soudan	2300000 (2400000)
Myanmar (Birmanie)	1100000 (1200000)
Somalie	900000 (986400)
Soudan	724800 (694600)
Rd Congo	720300 (620800)

Source : UNHCR Global Trends Forced Displacement in 2018.

Les 5 premiers pays représentent plus des 2/3 des réfugiés en 2017 et 2018. Les chiffres de 2017 donnés entre parenthèses permettent de suivre les évolutions.

Principales destinations des réfugiés, par pays

Tableau 6. Principaux d'accueil des réfugiés

Pays	Nombre de réfugiés (en milliers) (Chiffre 2017) Population
Turquie	3700000 (3500000)
Pakistan	1400000 (1400000)
Ouganda	1165000 (1400 000)

Allemagne	1063000 (970400)
Soudan	100000 (906000)
Iran	979400 (979000)
Liban	949700 (998 900)
Bangladesh	906600 (932 000)
Ethiopie	903200 (889 400)
Jordanie	715300 (691 000)

Source : UNHCR Global Trends Forced Displacement in 2018.

Les chiffres de 2017 donnés entre parenthèses permettent de suivre les évolutions.

On note que tous ces Etats, sauf l'Allemagne, sont des pays en développement. La Turquie reste très loin devant les autres Etats d'accueil. Pour certains pays, le pourcentage des réfugiés, par rapport à la population, est très élevé. C'est particulièrement le cas pour le Liban (15,5%) et la Jordanie (7,2%) ; en Turquie, la part des réfugiés atteint 4,5%.

Destination des réfugiés, par régions

Mais la répartition régionale des réfugiés, montre que l'Europe (principalement la Turquie) en compte un nombre élevé, comme l'indique le tableau suivant.

Tableau 7. Nombre de réfugiés et de personnes dans une situation semblable par région, fin 2018 (à partir de UNHCR, *Global Trends Forced Displacement in 2018, Table 1*)

Région	Nombre de réfugiés (dont accroissement ou baisse annuels)
Afrique	6 335 400 (+67200)
Amériques	643 300 (- 2800)
Asie Pacifique	4 214 600 (+ 4900)
Europe	6 474 600 (+ 360 400)
Dont Turquie	3 681 700 (+ 201 400)
Moyen Orient et Afrique du Nord	2 692 700 (- 12 700)
Total	20 360600 (+ 414 000)

Les chiffres de 2017, donnés entre parenthèses, permettent de suivre les évolutions.

On voit que la progression du nombre des réfugiés se poursuit, mais elle est moins forte, un peu plus de 400 000 contre 2,7 millions en 2017. Il y a même baisse légère dans les Amériques et ou MENA. C'est en Europe, là où se pose vraiment le problème de l'accueil dans des pays nettement plus développés, que la progression est la plus forte et la Turquie seule représente plus de la moitié des personnes accueillies. Les Européens autres que les Turcs et les Allemands, accueillent 1 729 900 réfugiés, dont 368 400 pour la France, plus que la Chine (321 800) et les Etats-Unis (313 200) et 248 200 pour la Suède.

Retours

Si le nombre des « réfugiés » augmente fortement (+ 16,1% en 2017) et continue de croître en 2018 (+ 414 000), celui de ceux d’entre eux qui retournent dans leur pays est faible depuis la fin des années 2000. Il se montait à 667 400 personnes en 2017 (dont 282 800 au Nigéria et 78 600 en RCA), à partir des pays africains voisins ; 44. 900 Syriens étaient rentrés de Turquie. En 2018, le chiffre des retours est plus faible (593 800). 210 900 personnes sont revenues en Syrie, dont 177 300 de Turquie.

À moins que les retours n’augmentent très fortement, le stock de « réfugiés » risque de grandir, beaucoup et vite. La pression sur les Etats européens et, avant eux, sur les pays d’Afrique du Nord, devrait donc croître fortement.

(6) Situation humanitaire

Cette question des personnes déplacées et des réfugiés, prend parfois l’aspect d’une catastrophe humanitaire ou sanitaire. Sur ce point la situation en Syrie, au Yémen et en Birmanie avait été jugée particulièrement préoccupante en 2017 ; elle l’a moins été en 2018. Au Yémen et dans plusieurs pays d’Afrique, on assistait, en relation avec les conflits (et la sécheresse), à la montée de l’insécurité alimentaire, voire au retour de la famine. Sept pays ont été concernés, à ce titre en 2018 (Afghanistan, RCA, Rd Congo, Somalie, Sud Soudan, Syrie et Yémen) et la région du Lac Tchad⁶.

L’acuité grandissante de ces questions explique la mobilisation internationale qui a conduit, fin 2018 à la tenue de la Conférence de Marrakech, qui a produit, le 11 décembre, le Pacte mondial pour des migrations sûres, ordonnées et régulières et, aux Nations unies, à l’adoption par l’Assemblée générale, le 17 du Pacte mondial sur les réfugiés⁷.

II.2.2. Effets des conflits sur les Etats où ils se déroulent

(7) On voit, en se reportant au *Fragile States Index du Fund for Peace*, que la liste des pays les plus fragiles est étrangement semblable à celle des pays les plus affectés par les conflits armés et les phénomènes de déplacement de populations et de réfugiés.

Tableau 8. Liste des Dix Etats les plus fragiles

Pays	Rang et Index
Yémen	113,5
Somalie	112,3
Sud Soudan	112, 2
Syrie	111,5
R d Congo	110,2
RCA	108,9
Tchad	108,5
Soudan	108
Afghanistan	105
Zimbawe	99,5

Source : Fragile States Index 2019.

⁶ Voir le rapport FAO et WFP *Monitoring food security in countries with conflict situations*, Janvier 2019. 5

⁷ Le Pacte sur les réfugiés (A/73/12 Part II) a été adopté par la résolution A/RES/73/151, votée par 181 voix contre 2 (Etats-Unis, Hongrie) et 3 abstentions (Erythrée, Libye, République Dominicaine). A Marrakech, 162 Etats ont approuvé le texte. Aucun de ces deux instruments n’est juridiquement obligatoire.

Les pays les moins fragiles ont des indices très différents, le meilleur étant celui de la Finlande (178^e avec 16,9) tandis que des Etats comme la France et les Etats Unis sont à 32 et 38. Les principaux pays d'accueil de réfugiés sont évidemment affectés. Le Liban est 44^e avec 85, la Turquie 59^e avec 80,3 et la Jordanie 69^e avec 75,9.

C'est, à peu de différences près, le même résultat que donne le *State Fragility Index and Matrix 2018* du *Center for Peace Studies*. Tous les Etats les plus fragiles, avec un index de fragilité égal ou supérieur à 20, sont engagés dans une guerre - Rd Congo (24), RCA (23), Sud Soudan (22), Burundi (21), Soudan (21), Yémen (21), Afghanistan (20), Ethiopie (20), Somalie (20) - et ils sont très mal classés au titre de la *Security Effectiveness*. Le *Center* tient compte dans sa colonne *Armed Conflict Indicator*, non seulement de la situation de guerre mais également du cas où le pays vient d'en sortir, au cours des 5 dernières années (soit depuis 2014) et de celui où il a été impliqué dans un ou plusieurs conflits armés majeurs au cours des 20 années antérieures (1999-2018). Cette approche attire utilement l'attention sur un phénomène majeur : la lenteur de la reconstruction et du retour à la normale, après un conflit important. Ce dont témoigne, en Europe – contexte pourtant très favorable – l'évolution de la Bosnie. En prenant ce cas comme repère, on ne peut que s'interroger sur ce que pourra être la reconstruction en Irak, en Syrie ou au Yémen et en Somalie.

Le *Global Peace Index* de l'*Institute for Economics and Peace* estime en % du PIB le coût économique de la violence ; on retrouve, sans surprise aux premiers rangs les pays en guerre (*Global Peace Index 2019*, p. 60 et Table D 1, p. 99 et s).

II.2.3. Effets sur les Etats d'accueil des « réfugiés »

(8) Ces effets sont plus difficiles à cerner. Avec le *State Fragility Index*, on constate que des pays comme la Turquie, le Liban ou la Jordanie, où les personnes ayant fui les guerres avoisinantes sont pourtant en nombre très élevé, ont un indice de fragilité – 5 pour le Liban, 6 pour la Jordanie et 9 pour la Turquie – qui n'est pas mauvais. Dix ans avant (Index 2008), ils étaient à 6 pour la Jordanie et à 10 pour le Liban et la Syrie. Leur indice s'est donc amélioré ou est resté stable malgré l'afflux des réfugiés. Mais, à côté des effets économiques, le cas de l'UE et de ses Etats membres le montre, il faut tenir compte aussi d'effets politiques qui peuvent être considérables, éventuellement sans relations avec le nombre des « réfugiés »⁸.

III. Acteurs des conflits. Grandes catégories de conflits

(9) La vieille distinction entre guerre internationale et guerre civile n'est plus le vocabulaire dominant. Les juristes parlent de conflits armés internationaux et non-internationaux. Les mots guerres et guerre civile s'utilisent encore mais les catégories retenues dans les bases de données sont autres. Elles ne sont que partiellement homogènes, ce qui rend difficile les comparaisons mais en juxtaposant l'offre de l'*Uppsala Conflict Data*

⁸ Amnesty International a établi un *Refugees Welcome Survey* (RWS 2016) où elle classe les Etats selon les réponses de leur population à la question : "How closely would you personally accept people fleeing war or persecution?" Les réponses sont "scaled to 100 as follows: 0 = 'I would refuse them entry to my country'; 33 = 'I would accept them in my country'; 67 = 'In my city/town/village'; and 100 = 'In my neighbourhood or household'. L'*US Committee for Refugees and Immigrants* a publié, jusqu'en 2009, un *World Refugee Survey* qui prenait en compte des éléments plus objectifs (refoulement, détention, liberté de circuler et de travailler). Parmi les migrants se présentant en Europe pour tenter de s'y installer, seule une partie limitée relève de la convention de 1951. Il ne semble pas que l'expérience du *Survey* ait été poursuivie.

Program (UCDP) et celle de l'*Institute for International Conflict Research* de Heidelberg (HIIK), on obtient des informations intéressantes.

L'UCDP et l'HIIK ont certaines catégories qui concordent : l'*Interstate* et l'*Intrastate Conflict*. Par ailleurs, l'UCDP fait apparaître, à côté des *State Based Conflicts (Inter et Intra state Conflicts)* les *Non-State Conflicts* et l'HIIK les *Substate Conflicts*, les deux concernant des acteurs non étatiques.

L'UCDP et l'HIIK ont chacun une catégorie de conflits particulière : les *One-sided Conflicts* et les *Transstate Conflicts*. À ces catégories, on peut encore ajouter, celle des *Extrastate Conflicts*. Tout cela permet de couvrir des centaines de conflits et d'avoir un bon aperçu de la conflictualité qui intéresse la sécurité internationale.

III.1. Conflits interétatiques et intraétatiques

(10) Les conflits armés entre Etats ont cédé le pas aux conflits intraétatiques.

Le *Conflict Barometer 2014*, de l'HIIK, présente, p. 17, un graphique figurant les conflits armés de haute intensité (*Limited Wars, Wars*) entre Etats et intraétatiques pour la période 1945-2014. On y voit que, sur l'ensemble de la période, les conflits interétatiques sont restés en dessous du chiffre de 10, tandis que la catégorie des *intrastate conflicts* monte jusqu'à 50. Depuis le milieu des années 1980 et y compris dans les années 2000, le nombre des conflits intraétatiques oscille entre 30 et 50 par an ; celui des conflits interétatiques se situe, depuis 2000, entre 0 et 2. Ces tendances se poursuivent ensuite, notamment en 2018.

L'UCDP et l'HIIK fournissent, sur des bases un peu différentes, des données chiffrées.

III.1.1 Les conflits armés interétatiques

Tableau 9. Répartition par année des conflits armés interétatiques (guerre, guerre limitée) selon l'UCDP et l'HIIK

	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018
UCDP	0	1	1	0	1	1	2	1	2
HIIK	0	2	1	0	1	0	1	0	1

Source : Pour l'UCDP : *State-base conflict, by intensity, type and region, 2003-2012*, SIPRI Yearbook 2014, p. 75, actualisé avec les données postérieures (pour 2018 :

On voit que la tendance basse se poursuit en 2018⁹.

Les deux conflits visés en 2018 par l'UCDP ne sont plus exactement les mêmes. On retrouve celui qui oppose l'Inde au Pakistan, classique. Mais le conflit Ethiopie Erythrée, en cours d'amélioration en 2017 a connu une évolution positive en 2018, avec la signature d'un accord de paix en septembre. Le second conflit mentionné, entre Israël et l'Iran, est nouveau, à ce niveau.

Les conflits entre Etats d'intensité moindre sont en revanche nombreux. À cet égard, on peut se reporter aux données de l'IIK, qui en compte 66 en 2017 et 63 en 2018 et, pour cette année-là, aux explications des pages 17 et 18. Une partie de ces conflits – onze en 2017, 12 en 2018 – est violente (*violent crisis*).

III.1.2. Les conflits intraétatiques

(11)

Tableau 10. Répartition par année des conflits intraétatiques selon l'UCDP et l'IIK

	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018
UCDP	22	27	23	24	26	49	51	49	50
IIK	28	36	42	45	45	35	28	25	25

Source : les mêmes que pour le tableau 9.

Les décomptes et appréciations sur les conflits armés inter et intraétatiques doivent être nuancés, pour tenir compte de l'importance des interventions dans les conflits intraétatiques.

⁹ Comment expliquer cette tendance basse ? Elle ne tient pas à un respect accru de l'interdiction du recours à la force. Le respect du droit international, en matière de conflits armés, est, au contraire, en nette baisse. Le *Center for Systemic Peace* avance une explication, intéressante, mais très insuffisante : *"This positive trend needs to be considered in the context of changing technologies: with the increasing sophistication of aerial weaponry, interstate warfare can be projected from remote locations and deaths resulting from such action are largely avoided, keeping those actions under the 1000 death threshold for inclusion"* (*Global Conflict Trends*, commentaire de la figure 3). Outre les progrès de l'esprit de paix et la lassitude postérieure aux grandes guerres, la technologie a certainement un rôle dans la diminution des guerres. Mais, de ce point de vue, le facteur principal est certainement l'apparition de l'arme nucléaire et l'effet de dissuasion, élargi par les alliances, qui lui est associé. La sophistication en matière aérienne a plutôt, pour ceux qui en bénéficient, l'effet inverse. Elle incite à employer la force armée contre ceux qui, faute d'un niveau technique équivalent, ne peuvent s'y opposer. Les Etats-Unis et, plus généralement les Occidentaux, en ont à plusieurs reprises fait la démonstration (Irak, Afghanistan, Kosovo, Libye). Dans ce cas, le nombre des morts est faible ou quasi-nul du côté de celui qui effectue les frappes mais il peut être élevé, chez celui qui les subit. Une question majeure est précisément de savoir si la dissuasion nucléaire continuera à produire ses effets ou si le monde connaîtra à nouveau les très grandes guerres. La thèse de la désuétude ou de l'obsolescence des conflits armés entre Etats, doit en tout cas, être tempérée par l'importance des interventions armées dans les conflits intraétatiques. Entre Etats, la guerre peut aussi se faire de bien d'autres manières.

III.1.3. Conflits armés intraétatiques internationalisés. Interventions dans les conflits intraétatiques

(12) Parmi les conflits intraétatiques, les plus importants du point de vue de la sécurité internationale, sont ceux qui sont internationalisés. L'UCDP en fait une juste sous-catégorie (*Internationalized Intrastate*) des *State-based Conflicts*. Mais il faut préciser ce que l'internationalisation d'un conflit, signifie. Il y a deux types d'internationalisation à bien distinguer. Le premier consiste dans la participation au conflit interne, d'acteurs extérieurs, le plus souvent des Etats, seuls ou coalisés – mais il peut s'agir aussi d'organisations internationales ou d'acteurs non étatiques (Hezbollah en Syrie par ex.) – au profit soit du gouvernement soit du ou des groupes qui s'opposent à lui. L'intervenant s'engage de diverses manières – financement, fournitures d'armes, de conseillers, forces spéciales, appui aérien, unités régulières participant au combat au sol... – au profit de l'un des 2 camps, pour l'aider à gagner. Très différente est, au moins en principe, l'intervention du deuxième type, en faveur de la paix, pour séparer les combattants, venir en aide aux populations et donner sa chance à la négociation. Ces deux types d'intervention peuvent cohabiter, dans certains cas. Ils se rejoignent quand, ce que la Charte des Nations unies autorise, le Conseil de sécurité décide d'imposer la paix. Toutefois, le Conseil ne disposant pas de ses propres forces, cette action armée de la Communauté internationale en faveur de la paix a été remplacée par des autorisations d'employer la force (Golfe 1990, Afghanistan 2001, Lybie 2011) qui brouillent l'image de l'intervention en faveur de la paix et la font voir comme une intervention partielle, ce qu'elle peut être éventuellement¹⁰. C'est la participation au conflit et non l'intervention en faveur de la paix qui nous intéresse ici.

L'UCDP compte les conflits internationalisés. Selon elle, sur la période postérieure à 2010, le niveau d'internationalisation se situe entre 30 et 40%, sans dépasser ce pourcentage.

Tableau 11. Les conflits internes internationalisés

Type	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2019
Intrastate	22	27	23	24	26	49	51	49	50
Internationalized intrastate	9	9	8	9	13	20	19	19	18

Données UCDP et pour 2018, Therése Petterson, Stina Höglbladh et Magnus Öberg, *Organized Violence, 1989-2018, JPR*, vol. 56 n° 4, 2019.

Ces chiffres, comme tous ceux qui concernent les conflits armés, sont à prendre avec circonspection.

L'UCDP ne s'étend pas sur l'internationalisation, ce qui est regrettable. Toutefois, grâce aux notes accompagnant ses tableaux, on peut aller plus loin et dresser pour 2017 deux tableaux figurant les interventions dans les conflits en 2018.

Tableau 12. Les 18 conflits intraétatiques internationalisés, en 2018, avec les pays y intervenant militairement

Guerre (1000 morts et plus)	Guerre limitée (de 25 à 999 morts)
-----------------------------	------------------------------------

¹⁰ C'est bien la vision de l'action en Libye de la France et d'autres Occidentaux, qu'ont la Russie et d'autres Etats qui accusent les intervenants d'avoir abusé de l'autorisation du Conseil de sécurité.

Conflit	Intervenant(s)	Conflit	Intervenant(s)
Afghanistan (Talibans)	Etats-Unis, Pakistan		
Afghanistan (EI)	Etats-Unis	Burkina Faso (JNIM)	Mali
		Irak (Etat islamique)	Arabie Saoudite, Australie, Belgique, France, Jordanie, Pays-Bas, Etats Unis, Roy. Uni
		Libye (Etat islamique)	Etats-Unis
		Mali (EI)	France, MINUSMA
Somalie (Shebab)	Etats-Unis AMISOM	Mali (JNIM)	France MINUSMA
Syrie (Insurgés)	Iran et Russie	Niger (Etat islamique)	France
Syrie (EI)	Iran Russie	Nigeria (Boko Haram)	Cameroun
		Nigeria (EI)	Cameroun, Niger, Tchad
Yémen (Forces de Hadi)	Bahreïn, Arabie Saoudite, EAU, Maroc, Soudan	Ouganda (ADF)	Rd Congo
		Pakistan (TTP)	Afghanistan
		Rwanda (FDLR)	Rd Congo
		Ukraine (DRP LPR)	Russie

Etabli à partir des données UCDDP, Thérèse Petterson, Stina Högladh et Magnus Öberg, *Organized Violence, 1989-2018, JPR*, vol. 56 n° 4, 2019. Les intervenants sont mentionnés dans les notes de l'article. Ils sont inscrits à l'appui du gouvernement, sauf dans le cas de l'Ukraine.

La comparaison avec le tableau de l'année précédente montre des évolutions qui ne tiennent pas seulement au fait que certains conflits changent de catégorie, passant de guerre à guerre limitée ou l'inverse. Il arrive que la liste des intervenants change. C'est le cas en 2018 pour la guerre du Yémen, où la liste des intervenants ne compte plus l'Egypte, la Jordanie et le Qatar mais voit arriver Bahreïn et le Maroc.

Cette présentation des interventions est très discutable. L'UCDDP ne tient pas compte des forces spéciales. En revanche, il inclut dans les intervenants au profit du gouvernement malien la MINUSMA et, au profit de la Somalie, l'AMISOM. Par l'intermédiaire de ces forces, disposant d'un mandat du Conseil de sécurité, le nombre des intervenants augmente

fortement, mais il ne s'agit plus du même type d'intervention, puisqu'ici il existe en sa faveur, un consensus large, incluant les grandes puissances. L'AMISOM ne compte que des Etats africains (Burundi, Djibouti, Ethiopie, Ghana, Kenya, Nigéria, Sierra Leone et Ouganda). La composition de la MINUSMA est beaucoup plus large ; elle inclut même la Chine et une présence symbolique des Etats-Unis. Mais pourquoi ne pas mentionner *Resolute Support*, mission de l'OTAN, dans le cas de l'Afghanistan, qui bénéficie d'un soutien unanime de la part du Conseil de sécurité (résolution 2189 (2014)). La liste UCDP des intervenants est à la fois trop étendue et trop réduite. Dans le cas syrien, il manque au moins les Etats-Unis et Israël. Et pour le Yémen, l'Iran.

Dans le concept de *l'internationalized conflict* retenu par l'UCDP, l'intervention est le fait de l'Etat ou d'une force internationale. Dans la réalité l'intervention peut être aussi le fait d'une organisation non étatique, comme le Hezbollah, très actif en Syrie. En tout cas, les Etats, spécialement les grandes puissances, sont très présents dans les principaux conflits intraétatiques où, en choisissant des camps antagonistes, ils s'affrontent indirectement. Cet aspect doit absolument être davantage mis en évidence, si l'on veut donner une présentation réaliste des conflits.

(13) Il importe aussi, de présenter les interventions non seulement par conflit, mais encore par intervenant. On obtient alors une image des interventions assez différente.

Tableau 13. Etats intervenant dans les conflits armés en 2018

Etats intervenants	Conflits armés	
	<i>Guerres</i>	<i>Guerres limitées</i>
Afghanistan		Pakistan
Arabie Saoudite	Yémen	Irak
Arménie		Azerbaïdjan
Bahreïn	Yémen	
Australie		Irak
Belgique		Irak (EI)
Cameroun		Nigeria 2 (Boko Haram, EI)
Emirats arabes unis	Yémen	
Congo (R D)		Rwanda
Etats Unis	Afghanistan 2 (EI, Taliban) Somalie	Libye
France		Mali 2 (EI, JNIM), Irak, Niger
Iran	Syrie 2 (Insurgés, EI)	
Jordanie	Yémen	Irak
Malaisie		Philippines
Maroc	Yémen	
Mali		Burkina Faso

Niger		Nigeria (EI)
Pakistan	Afghanistan (Talibans)	
Pays Bas		Irak
Royaume-Uni		Irak (EI)
Russie	Syrie 2 (Insurgés EI)	Ukraine
Soudan	Yémen	
Tchad		Nigeria (EI)

Source : Etabli à partir des données UCDP, Therése Petterson, Stina Högladh et Magnus Öberg, *Organized Violence, 1989 - 2018*, *JPR*, vol. 56 n° 4, 2019, sans tenir compte de l'AMISOM et de la MINUSMA, qui relèvent d'un autre type d'intervention (intervention avalisée par la Communauté internationale).

Ce tableau ne met pas assez en évidence le rôle réel, très considérable, que jouent les Etats Unis dans la conflictualité violente actuelle¹¹. Il apparaîtrait plus important encore si on tenait compte des forces spéciales, de l'importance très inégale des interventions, et de l'appui fourni aux interventions des alliés, par exemple à la France au Mali. Ce tableau réduit également la dimension réelle des interventions de la France et du Royaume Uni, dont les forces spéciales sont présentes en Syrie. On sait également que Barkhane bénéficie régulièrement d'un appui logistique de divers Etats européens, dont le Royaume Uni. Israël intervient de plus en plus par des frappes en Syrie, spécialement mais pas uniquement, contre l'Iran.

On voit aussi que l'intervention militaire est un phénomène de voisinage, sauf pour les grandes puissances, qui disposent d'une capacité de projection de forces. Parmi celles-ci, on peut noter l'absence de la Chine, cependant présente dans la MINUSMA.

L'IISS avait souligné, à propos de l'année 2017 (*Armed Conflict Survey 2018*, p. 20) que l'incidence des interventions extérieures dans les conflits allait croissant. Selon lui, le nombre des interventions avait augmenté sensiblement au cours des 10 dernières années. Il en comptait 17, contre 11 en 1997, parmi les conflits qu'il relevait – 4 pour le MENA, 6 en Afrique subsaharienne, 4 dans les Amériques, 2 en Eurasie et une en Asie du sud. Il constatait que, dans près de la moitié des cas (Afghanistan, RCA, Irak, Libye, Mali, Somalie, Syrie, Yémen) des puissances extérieures à la région intervenaient et que l'on voyait croître la part des intervenants non occidentaux. L'IISS émettait l'hypothèse, très vraisemblable, que cette évolution accompagne la montée des rivalités entre les grandes puissances. Il remarquait également que les interventions en faveur du gouvernement, très rares auparavant – il n'y en avait qu'une en 1997 – étaient devenues communes, spécialement en Afrique (v. *Survey 2017*, p. 8-9). On peut sans doute rapprocher cette dernière observation de l'accroissement du nombre des Etats défaillants. Les interventions extérieures ne sont pas en 2018, un élément marquant de l'année, mais elles restent très importantes, notamment au Moyen-Orient, dans un paysage de conflits devenu de plus en plus complexe.

Une évidence s'impose toujours : l'intervention extérieure est présente – parfois de manière très complexe, comme l'illustre particulièrement le cas de la Syrie – dans tous les conflits importants de l'année 2018. Parler de l'obsolescence des conflits interétatiques ne reste acceptable que si l'on précise qu'il s'agit des conflits armés directs, entre Etats. Mais, élément à contre-courant, on signale en 2018, l'apparition d'un début de guerre Israël/Iran.

¹¹ Sans cela les Etats Unis sont absents des tableaux UCDP, mis à part la mention d'un conflit (State-based) Etats Unis/Al Qaida, sous la rubrique Amériques, en 2017, que l'on ne retrouve pas en 2018. La centralité des Etats-Unis apparaît bien en revanche dans les graphiques *Interstate Conflict Constellations* du *Conflict Barometer 2017*, pp. 18-19 et 2018, pp. 17-18. Cette initiative, depuis le *Barometer 2016* est bienvenue, mais les graphiques qui en sont issus gagneraient beaucoup à être mieux et davantage commentés.

III.2. Conflits trans-étatiques

(14) La notion de *Transstate Conflict*, que retient l’HIIK, pour désigner les conflits qui « involve both state and non-state actors and meet the criteria of political conflict for at least two sovereigns states » *Conflict Barometer 2016*, p. 8, est *a priori* intéressante pour approcher les conflits, celui de l’EI notamment, mais le Baromètre, ne contient pas, pour le moment, de développement particulier à leur égard.

Données du HIIK

Tableau 14. Conflits trans-étatiques de haute intensité (guerre et guerre limitée)

Type	2016	2017	2018
Transstate conflict	3 (0/3)	4 (1/3)	12 (6/6)

NB (0/3) = (0 guerre limitée/ 3 guerres)

Source : Conflict Barometer 2016 à 2018 (Global Conflict Panorama, Global Conflict Statistics).

L’HIIK relève, en 2018, 12 conflits de ce type, dont 6 de haute intensité mais il y a peu de choses en commun entre les conflits qui débordent sur 2 ou 3 Etats parce qu’ils intéressent des populations situées de part et d’autre des frontières, comme la vallée de la Fergana concernant le Kirghizstan, le Tadjikistan et l’Ouzbékistan et la guerre de l’Etat islamique, projet politique spécifique. Mis à part celui de l’EI, le principal des *transtates conflicts* est celui qui intéresse les Kurdes répartis, entre 4 Etats (Iran Irak, Syrie et Turquie). Ce conflit peut être également abordé au titre des *extra-states conflicts*. On pourrait aussi se pencher à ce titre sur le complexe de conflits, qui associe le Soudan, le Tchad, la Libye, la RCA et d’autres Etats encore.

Comme pour les conflits *intrastate* et même *internationalized intrastate*, il faudrait introduire des distinctions plus fines.

III.3. Conflits entre acteurs non étatiques

(15) Les acteurs non étatiques sont présents dans les conflits intraétatiques mais ils sont davantage concernés, pour l’HIIK par les *Substate Conflicts* et pour l’UCDP, par les *Nonstate Conflicts*.

L’HIIK ne repère qu’un petit nombre de conflits *Substate* de haute intensité - 8 en 2015, 7 en 2017 comme en 2016 - et 9 en 2018 (*Conflict Barometer 2018*, p. 15). Du fait d’une approche différente, les chiffres de l’UCDP sont nettement plus élevés

Données de l’UCDP

Tableau 15. Répartition des conflits (guerre limitée/ guerre) entre acteurs non- étatiques selon l’UCDP

Type	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018
Non-State Conflicts	31	37	32	48	60	73	62	82 (81/1)	76 (72/4)

Source : *SIPRI Yearbook 2014*, p. 75, actualisé avec les données postérieures de l'UCDP, *Non-state Conflicts 1989-2018*.

Le chiffre de 2017, le plus élevé depuis 1989, et très au-dessus de la moyenne de la période, à 37, correspondait à une reprise forte, après la baisse de 2016 qui avait suivi le « pic » de 2015. Cette tendance s'expliquait par l'évolution de la situation en Syrie (15 conflits de ce type), au Nigeria (11) au Mexique (8). Le nombre des *Non-state Conflicts* avait aussi augmenté en Rd Congo et en République centrafricaine. Dans cette catégorie c'était largement l'Afrique qui était au premier rang (50), devant le Moyen-Orient (19) et les Amériques (11) où se sont ajoutés à ceux du Mexique, 3 nouveaux conflits au Brésil entre bandes criminelles, et l'Asie (2). Cette augmentation du nombre des conflits s'était naturellement accompagnée d'une croissance nette du nombre de victimes, plus de 13500 contre 10000 en 2016. Ici aussi le « pic » de 2015 était dépassé. Le conflit ayant fait le plus de victimes était celui qui a opposé en Syrie, l'EI aux SDF à l'occasion du siège et de la prise de Raqqa. Le nombre des morts avait aussi sensiblement augmenté en Afrique (RCA). Pour l'UCDP, le nombre des victimes de ce type de conflit restait toutefois bas, de l'ordre de 15%, dans celui des victimes de l'ensemble de la violence organisée.

Ces conflits se développent là où l'Etat est faible ou inexistant. À cet égard l'évolution de la situation au Brésil correspondait bien à la phase difficile vécue par ce pays. Dans son introduction, l'éditeur du *Armed Conflict Survey 2018*, de l'ISS, soulignait le phénomène de fragmentation, d'adaptation et de consolidation qui touche, dans de nombreux conflits, les groupes armés.

Ce phénomène se retrouve en 2018, il le souligne à nouveau (*Armed conflict Survey, 2019*, p. 5-6). On note que si le nombre des conflits est moindre, le nombre des guerres est passé de 1 (Syrie (EI)) à quatre, deux en Syrie et deux au Mexique. Le nombre des victimes a passablement augmenté passant de 13 662 à 18 288 (Données UCDP 2017 et 2018, *Non State Conflicts*). La multiplication du nombre des acteurs, plus ou moins organisés, l'interpénétration entre les groupes à visées politiques et groupes criminels, sont devenues des données très fortes et durables dans les conflits des années 2010. Ce phénomène est particulièrement marqué, en Syrie, où il se réduit en 2018, au Nigéria, au Sud Soudan et au Mexique. La présentation des conflits par dyades que pratique l'UCDP est très utile, pour pénétrer cette complexité.

III.4. La violence unilatérale relevée par l'UCDP (*One-sided Violence*)

(16) Il s'agit de la violence qu'exerce l'appareil de l'Etat ou un groupe organisé, sur la population civile.

L'UCDP en fait le relevé suivant :

Tableau 16. La violence unilatérale, selon l'UCDP

Type	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018
One Sided Violence	20	23	22	25	29	28	27	33	32

Source : *One-sided Violence by actor and by region, 2004-2013, SIPRI Yearbook 2015*, p. 141, actualisé avec les données postérieures et pour 2018 Therése Petterson, Stina Högladh et Magnus Öberg, *Organized Violence, 1989-2018, JPR*, vol. 56 n° 4, 2019.

L'UCDP compte le conflit comme actif à partir de 25 morts. Les chiffres reportés au tableau correspondent au nombre des acteurs (gouvernement ou groupe organisé).

Le chiffre 33, en 2017, marquait une nette hausse par rapport aux années antérieures et rejoignait la moyenne de la période 1989- 2017. On reste loin encore cependant du niveau atteint dans les années 2002-2005 (45). L'augmentation du nombre des acteurs est principalement due à l'évolution de la situation en Rd Congo et en RCA et les acteurs les plus nombreux sont des groupes organisés. Toutefois, le cas qui avait retenu l'attention internationale cette année était celui des Rohingyas, victimes de l'action de l'armée birmane. Le nombre des victimes retenu par l'UCDP dépassait les 700 morts mais restait loin des chiffres donnés par MSF et par l'IISS (12000) et, plus encore, des niveaux atteints dans les années 1990, en particulier de ceux qui correspondent au génocide au Rwanda. En 2018, on a assisté à une baisse nette du nombre des acteurs en Rd Congo, de 8 à 3. L'Etat islamique continue d'être l'acteur principal de cette catégorie de conflit, où les auteurs de violence sont le plus souvent non étatiques, même si en 2018 se signale le gouvernement du Nicaragua. Le nombre des victimes est sensiblement moins élevé qu'en 2017 (4515 contre 7082).

Ce type de conflit peut et, dans la logique de la sécurité humaine et du droit d'ingérence, doit être internationalisé, c'est-à-dire faire éventuellement l'objet d'une ingérence humanitaire et, en tout cas, d'une réaction de la part des Nations unies.

III.5. Conflits extra-étatiques

(17) Ian Davis mentionne cette catégorie des extra-states conflits dans *Tracking armed conflicts and peace processes in 2018, dans le SIPRI Yearbook 2019*. Un conflit de ce type, précise-t-il, « *occurs between a state and a political entity that is not widely recognized as a state but has long-standing aspirations of statehood (e.g. the conflict between Israel and the Palestinians)*. (Et il ajoute) *Such conflicts, which are rare, may take both inside and outside of the state boundaries recognized by the international community* ». L'UCDP utilise aussi cette catégorie, dans son tableau *Armed conflicts by type 1946-2018* (UCDP 2019) et donne la définition suivante d'un « *extra-systemic conflict* » (on note qu'il n'y a pas de concordance totale dans le vocabulaire) : « *(relates to state-based): an extra-systemic conflict is a conflict between a [state](#) and a non-state group outside its own territory. These conflicts are by definition territorial, since the [government](#) side is fighting to retain control of a territory outside the state system. The last extra-systemic conflict ended in 1974. This category basically contains colonial conflicts* ».

S'agissant de l'UCDP, on peut se demander à quoi sert cette catégorie, puisque le tableau des conflits de 1946 à 2018, n'en repère aucun, après 1974. De son côté, Ian Davis, après l'avoir évoquée dans les définitions qu'il donne, ne le fait plus dans son introduction. Elle ne réapparaît que dans le chapitre qu'il consacre ensuite aux conflits du Moyen-Orient Afrique

du Nord (MENA), mais sans remarque particulière. Elle sert simplement, à signaler, à un lecteur très attentif, que le conflit israélo-palestinien n'est pas un conflit comme les autres.

Cela est bien le cas. Cette catégorie est donc utile et encore très pertinente. Si elle reste vide depuis 1974 pour l'UCDP, c'est parce que l'on classe le conflit, comme le fait l'UCDP avec le conflit israélo-palestinien, dans les *State-based armed conflicts*, comme *Intrastate conflict*, ce qu'il n'est pas, puisque les territoires palestiniens sont des territoires occupés, qui ne font pas partie d'Israël. Intervient aussi le fait, cela joue pour les conflits de décolonisation, qu'ils n'ont plus l'intensité suffisante pour figurer dans les décomptes, même si la base de données de l'UCDP continue à les suivre. Cela concerne des conflits qui restent importants, comme celui du Sahara Occidental ou des Malouines. Notre approche par la sécurité internationale et le stock des conflits, permet de ne pas oublier ces conflits, relatifs à des territoires considérés comme non autonomes par les Nations unies.

Par ailleurs, depuis que la Cour Internationale de justice dans son avis sur le Kosovo, en 2010, a levé l'obstacle de l'intégrité territoriale, la distinction politico-juridique artificielle entre les peuples coloniaux ayant le droit de disposer d'eux-mêmes et les autres, affrontés au principe de l'intégrité territoriale de l'Etat, il n'est pas interdit d'étendre la catégorie des *Extra-state conflicts* aux conflits d'autodétermination¹². Si on le fait, on s'aperçoit aussitôt que cette catégorie, même si on conserve la limite de l'intensité appliquée par l'UCDP (25 morts) est fournie. On peut y inclure une guerre - le conflit du Yémen qui a une forte dimension séparatiste -, plusieurs guerres limitées (Cachemire, Mindanao, Somaliland...) et, bien sûr, la question israélo-palestinienne et la question kurde, qui intéresse 4 Etats. Avec cette catégorie de conflits, on touche déjà à leur objet.

IV. Objets des conflits

(18) Par objet, on désigne ce sur quoi porte le conflit, sa raison d'être, le point au cœur de l'antagonisme. Les analystes et les bases de données, ont à cet égard des approches plus ou moins fines. L'UCDP distingue entre *government* et **territory** et répartit les *State based conflicts* entre ces deux catégories. L'HIK distingue pour sa part 10 *conflicts items* : *territory, secession, decolonisation, autonomy, system/ideology, national power, subnational predominance, international power, ressources et other*. Cette approche est beaucoup plus précise et utile, d'autant que l'HIK répartit ces items entre *interstate conflict, intra state conflict* et autres (*inter/intra, substate et transtate conflicts*)¹³. On retiendra donc ses données.

Données de l'HIK

¹² Dans son avis du 22 juillet 2010, la CIJ a considéré que « la portée du principe d'intégrité territoriale est ... limitée à la sphère des relations internationales » (Rec., § 80) et que « le droit international général ne contient aucune interdiction applicable des déclarations d'indépendance » (Rec., § 84). Sur cet avis v. J.F. Guilhaudis, L'indépendance du Kosovo et le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, *AFRI* 2011, pp. 217-250.

¹³ "The Heidelberg Methodology of Conflict Research differentiates between ten conflict items which are defined as material or non-material goods and which are claimed by the direct actors through constituent conflict measures. Among these items, National Power, Secession, Autonomy, Subnational, Predominance, and Decolonization represent exclusively internal items, whereas Territory and International Power are solely, subjects of interstate conflicts. The remaining items (System/Ideology, Resources, and the residual item Other), can be part of intrastate, interstate, substate, or transstate conflicts". (*Conflict Barometer 2017*, p. 18). La catégorie des *Transstate conflicts* a été ajoutée dans le *Barometer 2016* (V. préface et p. 8). Il y a, dans ces affirmations des points très discutables : la sécession et plus encore la décolonisation ne sont absolument pas des questions internes. Elles ont *de facto* très souvent une dimension internationale. Et ce fut une dimension particulièrement importante de la décolonisation d'affirmer qu'elle était bien, du point de vue politique et juridique une question internationale, relevant des Nations unies.

Tableau 17. Répartition des conflits par objet et niveau d'intensité

Type de conflit et objet du conflit	Haute intensité		Moy.Int Violent Crisis 173(190)	Basse intensité Non violent crisis 83(77) et disputes 66(66)		Total
	Limited War 25(16)	War & War 16 (20)		W	LW	
Intersate	1 (0)	3 (0)	20 (13)	34(40)	21(22)	79(65)
Territory	0 (0)	1 (0)	11 (7)	17(17)	15(18)	44(42)
International Power	1 (0)	2 (0)	9 (6)	17(23)	6 (4)	35(33)
Intrastate	14(17)	22 (15)	138 (147)	49(35)	41(46)	264 (260)
National power	6 (7)	3 (1)	51 (47)	16(16)	9 (15)	85(86)
Subnational Predominance	7 (9)	13 (12)	44(45)	7 (14)	12(10)	83(90)
Secession	0 (1)	4 (1)	20(20)	12(12)	5 (7)	41(41)
Autonomy	1 (0)	2 (1)	23(35)	14 (3)	15(14)	55(53)
Decolonization	0 (0)	0 (0)	0 (0)	0 (0)	0 (0)	0 (0)
Inter/Intra/Substate/ Transtate	16 (13)	22 (12)	125 (142)	61(51)	33(41)	257 (259)
System/Ideology	8 (10)	7 (6)	75(81)	35(29)	14(22)	139 (148)
Resources	8 (11)	13 (6)	41(50)	17(17)	13(13)	92(97)
Other	0 (2)	2 (0)	9 (11)	9 (5)	6 (6)	26(24)
Total	31 (30)	47 (27)	283(302)	144(126)	95(109)	600(594)

Source : Tableau établi à partir des données du *Barometer 2018*, p. 16.

NB Entre () les chiffres de 2017.

Le nombre de fois où les 10 raisons de conflits sont mentionnées dans ce tableau, près de 600 fois, alors que le nombre des conflits n'atteint pas 400 (374 en 2018), indique que, pour beaucoup de conflits, il y a plusieurs raisons qui jouent à la fois. Il a des duos assez fréquemment repérés, notamment *System/ideology* et *National power* ainsi que *Resources* et *Subnational Prédominance* et, pour la dimension interétatique *Resources* et *Territory* (voir le tableau *Correlations of Conflict Items in Barometer 2017* et *2018* p. 17 et p. 16).

En 2015, les thèmes d'antagonismes dominants étaient nettement *System/ideology* et *Resources*. En 2018 comme en 2017, *System/Ideology* reste devant mais 3 autres thèmes, loin derrière, sont presque à égalité (*Ressources*, *National Power*, *Subnational Predominance*). S'agissant des conflits de la plus haute intensité, les guerres, les deux objets les plus importants sont nettement *Ressources* et *System/Ideology*. Pour les guerres limitées, il s'agit de *System/Ideology*.

V. Répartition spatiale des conflits

(19) Ce point couvre plusieurs questions distinctes : celle de la répartition par régions ; celle des conflits affectant plusieurs régions et celle de la contiguïté et de la non-contiguïté des conflits.

V.1. Répartition des conflits par régions

Poser la question de savoir quelle est la région la plus conflictuelle est très classique. La réponse dépend bien sûr de l'extension que l'on donne à chaque région et de la définition du conflit, que l'on retient. Cela se vérifie en comparant les données de l'UCDP et de l'IIK.

Ces données sont d'un incontestable intérêt, notamment pour être rapprochées de l'évolution qu'ont connue, sur une période, les différentes régions du point de vue, économique, politique, etc., mais on ne doit jamais perdre de vue qu'elles sont liées à la méthode d'analyse des conflits, en particulier au classement des conflits en fonction du nombre de victimes. Compte également beaucoup, la manière de définir les régions. Pour l'UCDP, l'Afrique inclut l'Afrique du Nord. Le HIIK retient la région Moyen-Orient Afrique du Nord (MENA). Cela fait une différence importante.

Les données des deux sources divergent donc logiquement.

Données de l'UCDP

Les données dont dispose l'UCDP lui permettent de donner une idée de la situation sur une durée de plus d'un quart de siècle (1989-2018).

C'est toujours l'Afrique qui est, pour les conflits des 3 types, *State-based*, *Non-state* et *One-sided Violence*, la région la plus conflictuelle. Viennent ensuite : pour *State-based Conflicts*, le Moyen-Orient, l'Asie centrale et du Sud, puis les Amériques et l'Europe ; pour les *Non-state Conflicts*, l'Afrique précède le Moyen Orient, les Amériques, l'Asie et l'Europe ; pour la *One-sided Violence*, elle est devant l'Asie et le Moyen-Orient. (Graphiques *State-based Conflicts*, *Battle-related Deaths by Region*, 1989-2016, *Non-state Conflicts by Region* 1989-2016, *One-sided Actors by Region* 1989-2016).

Selon l'UCDP, la situation pour l'année 2018 se présente comme suit :

Tableau 18. Répartition régionale des guerres et guerres limitées selon l'UCDP

Conflits G =guerres GL= G limitées	Afrique	Amérique	Asie	Europe	M Orient
State-based Conflict	1 (3) G 19(15) GL	0 (0) G 1 (1) GL	2 (2) G 14 (14) GL	0 (0) G 2 (3) GL	3 (4) G 9 (6) GL
Non-state Conflict	0 (0) G 46 (50) GL	2 (0) G 11 (11) GL	0 (0) G 2 (2) GL	0 (0) G et GL	2 (1) G 12 (18) GL
One-sided Violence	0 (0) G 24(23) GL	0 (0) G 1 (0) GL	0 (0) G 5 (7) GL	0 (0) G et GL	1 (1) G 1 (1) GL
Total	90 (91)	15 (12)	23 (25)	2 (3)	28 (31)
	Dont 1(3)G et 87(88) GL	Dont (0) G et 13(12)GL	Dont 2 (2) G et 21 (23) GL	Dont 0 (0) G et 3 (2) GL	Dont 6 (6) G et 22 (25) GL

Source : Therése Petterson, Stina Högladh et Magnus Öberg, Organized Violence, 1989-2018, *JPR*, vol. 56 n° 4, 2019.

NB entre (.) les chiffres de 2017

On voit, par rapport à la longue période, que l’Afrique garde sa première place. Pour les *State-based Conflicts*, l’Asie se rapproche d’elle, loin devant le Moyen-Orient. Pour les autres catégories de conflit, l’ordre reste celui de la longue période.

Données du HIIK

Selon l’HIIK, la répartition régionale des conflits, en 2018, est différente :

Tableau 19. Répartition régionale des guerres et des conflits selon l’HIIK

Conflit	Afrique Sud Sahara	Amériques	Asie et Océanie	Europe	Moy. Orient Maghreb (MENA)
Guerre	6 (10)	1 (1)	0 (2)	0 (1)	9 (6)
Guerre limitée	9 (4)	5 (6)	7 (2)	1 (0)	3 (4)
Crise violente	46 (50)	30 (32)	47 (60)	20 (19)	30 (29)
Total conflictualité violente	61 (64)	36 (39)	54 (64)	21 (20)	42 (39)
Crise non violente	13 (18)	14 (9)	26 (20)	20 (18)	10 (13)
Conflit Différend litige	12 (7)	7 (9)	30 (30)	10 (12)	9 (9)
Total Conflictualité non violente	25 (25)	21 (18)	56 (50)	30 (28)	19 (22)
Total conflictualité	86 (89)	57 (57)	110(114)	51 (48)	61 (61)
Rapport Conflictualité Violente/ Conflictualité	70,9% (71,9%)	63% (68,5%)	49% (56%)	41% (41,6%)	69% (64%)

Source : *Conflict Barometer* 2018, p. 16.
NB entre (.) les chiffres de 2017

Pour l’HIIK, l’Afrique ne compte pas l’Afrique du Nord, qu’il associe au Moyen-Orient.

La comparaison des deux tableaux pour 2017 montrait bien l’effet des définitions et surtout celui des seuils. Plus violent que l’Afrique (4 guerres contre 3) selon l’UCDP, le Moyen Orient l’était moins pour le Baromètre des conflits (6 guerres contre 10), alors même qu’il est élargi au Maghreb et l’Afrique réduite au sud du Sahara, chez l’HIIK.

Ce tableau de l’HIIK permet de calculer un rapport conflictualité violente/ conflictualité totale. L’Europe, quoiqu’incluant la Russie et les anciennes républiques de l’URSS, sauf celles d’Asie centrale, est nettement la région où la conflictualité violente est la plus basse. C’est aussi la région où, dans les indices de fragilité, le plus grand nombre d’Etats se trouve dans la partie haute du classement. Il est très vraisemblable que si la guerre fragilise l’Etat, la qualité de celui-ci joue en faveur du règlement pacifique des différends et de la réduction du nombre des conflits. On retrouve la plupart des pays européens très bien classés au *Global Peace Index* 2019 de l’*Institute for Economics and Peace*.

(20) Parmi les différentes régions, on remarque que le **Moyen Orient Afrique du Nord** (MENA) est la seule qui, de 2017 à 2018, voit augmenter son taux de conflictualité violente,

alors même que la guerre de l'Etat islamique y revêt moins d'intensité. Le MENA a retenu particulièrement l'attention du *Center for Systemic Peace* dans son *Global Report 2017*. Celui-ci se penche longuement sur l'ouragan de conflits qui a frappé le MENA depuis le début du XXI^e siècle, faisant remarquer que sur la période 1946-2016 et particulièrement à partir de 2003, les Etats dont la population est à majorité musulmane ont une conflictualité très supérieure à celle des Etats où les musulmans sont en minorité ou des pays non musulmans (graphique 6). Il relie cela à la qualité de la gouvernance, au développement, à la dégradation de leur score moyen de fragilité (graphique 16) et à la poursuite de l'insurrection islamique contre la mondialisation qui a débuté avec Al-Qaida, et attire l'attention sur la force de cet ouragan, et le danger qu'il représente maintenant.

Le triangle d'interrelations gouvernance, conflit, développement est sans doute assez largement explicatif. Mais ce que l'on remarque surtout, s'agissant des pays musulmans, c'est l'importance des interventions armées étrangères qu'ils ont subies au cours des dernières décennies, en particulier l'Afghanistan, l'Irak et la Lybie¹⁴. Ne pas prendre en compte davantage cette violence importée est une des lacunes majeures des bases de données sur les conflits où, étrangement, la guerre au terrorisme ne figure pas. Débarrassées de cet interventionnisme guerrier, qui est devenu une de leurs caractéristiques après la guerre froide, les démocraties occidentales y apparaissent beaucoup plus pacifiques qu'elles ne le sont. Si elles ne se font pas la guerre, elles font la guerre à d'autres, chez d'autres, où l'on décompte l'essentiel des victimes. Pour représenter correctement la réalité, il faut inclure dans le triangle gouvernance développement conflit, l'intervention étrangère. À son propos, on peut émettre l'hypothèse que son absence contribue à faire aller les choses du côté de la bonne gouvernance, du développement et de l'absence ou de la fin des conflits et que, en revanche, sa survenance tend à enclencher le processus dégradation de la gouvernance, conflit, baisse du développement.

Le *Global Peace Index 2019* met bien en évidence non seulement que le MENA est la région la plus conflictuelle mais aussi la militarisation des puissances occidentales – Etats-Unis, France, Royaume Uni (v. p. 100 son indice de militarisation)¹⁵.

V.2. Conflits transrégionaux

(21) Le conflit au cœur duquel se trouve l'Etat islamique est devenu un conflit transrégional. Il subsiste, évolue, et s'étend. L'EI est très affaibli en Irak et en Syrie - où il a reculé et perdu, après Raqqa en octobre 2017, le contrôle, en 2018 (et 2019), des territoires qu'il avait encore sous sa coupe. Mais l'EI n'a pas disparu, il est entré dans la clandestinité, attendant le moment d'agir voire de renaître, sur un terrain qui lui demeure favorable. L'EI étend par ailleurs son aire d'action. L'UCDP le signale, en 2017 comme en 2018, en Russie, Egypte, Afghanistan, et au Pakistan, Philippines, Tchad, Libye, Mali, Niger, Nigeria. Si elle ne le vise plus, en 2018, au titre des guerres et guerres limitées en Iran, au Liban, en Turquie et au Bangladesh, elle le mentionne au Yémen. Mais contrairement à ce que suggère le tableau de l'UCDP sur les *State Based Conflicts*, il est encore, le plus souvent, à l'offensive.

V.3 Contiguïté, discontinuité des conflits, arc(s) de crise..., complexes de sécurité et d'insécurité

¹⁴ Ce que rappellent utilement, NP Gleditsch et I. Rudolfsen, Are Muslim countries more prone to violence? *Research and Politics*, avril-june 2016, pp. 1-9.

¹⁵ Concernant le niveau de conflictualité il présente l'avantage de distinguer la Russie et l'Eurasie, l'Asie Pacifique et l'Asie du Sud, et de séparer l'Amérique du nord de l'Amérique latine et de l'Amérique centrale et des Caraïbes. (v. p. 13).

(22) Cette approche est la plus pertinente. Les cartes du *Conflict Barometer conflicts national and international level* mettent en évidence la contiguïté. Elles permettent par conséquent de se faire une idée, bien évidemment relative puisque dépendant de l'approche de l'IIIK, de la situation en la matière et de la suivre dans le temps.

On voyait très bien sur la carte du monde représentant les conflits de 2015, trois **blocs de guerres**. Le premier, en Afrique, couvrait : la Libye, le Niger, le Tchad, le Soudan, le Nigéria, le Cameroun, la RCA et le Sud Soudan. Le second se composait du Nord au Sud : de la Turquie, de la Syrie et de l'Irak, de l'Arabie saoudite et du Yémen et le troisième, de l'Afghanistan et du Pakistan.

Sur la carte du Baromètre 2017, ces blocs subsistaient. On constatait une certaine amélioration de la situation au Pakistan et en Turquie où l'intensité du conflit passait du niveau 5 (guerre) à 4 (guerre limitée). En Afrique, il en allait de même au Niger, au Tchad et au Cameroun, mais la guerre de niveau 5 revenait en RCA, en Rd Congo et en Ethiopie. L'EI était alors en passe d'étendre la zone d'insécurité que forment au Moyen-Orient, l'Irak et la Syrie, au Sahel et même au Nord de l'Afrique subsaharienne. Mais la connexion ne paraissait pas établie entre la zone où sévissait l'EI et l'Afrique centrale – qui constitua un complexe de conflits au moment de la guerre des Grands Lacs – l'Islam est beaucoup moins présent dans les pays de cette partie de l'Afrique. La poursuite de la marche de l'EI vers le sud paraissait donc improbable. En revanche, son champ d'expansion ou de fuite potentielles, semblait considérable dans la partie nord du continent, qui se compose de pays où l'islam est majoritaire ou compte de fortes minorités.

La carte de 2018 montre une situation identique pour l'AfPak. L'ensemble Turquie, Irak, Syrie est revenu au niveau de la guerre, la Turquie ayant retrouvé le niveau 5. Le contact n'est toujours pas établi entre ce second bloc – le tampon Liban, Israël, Jordanie subsiste – et l'Afrique. Mais ici, l'Egypte est passée au niveau 5, qui concerne cette année tous les Etats de la façade de la Mer Rouge, sauf l'Erythrée et Djibouti. La situation s'est, en revanche, un peu éclaircie pour la Rd Congo et le Sud Soudan (passage du niveau 5 au niveau 4).

Ces trois blocs se situent sur ce que l'on appelle un **arc de crises**. Cette expression, qui appartient au vocabulaire de la géopolitique, a connu diverses acceptions. L'une d'elles – l'Arc des crises – désigne un croissant allant de la Rd Congo à l'Afghanistan, sur lequel se trouveraient la plus grande partie des pays ayant connu des conflits armés au cours des dernières décennies. Elle renvoie à des tentatives d'explication, reliant conflits armés, faible niveau de développement (PMA), défaillance des Etats et difficultés d'adaptation des sociétés, que l'on trouve notamment dans les analyses du *Global Report. Conflict, Governance, and State Fragility*, publié par le *Center for Systemic Peace*.

Un autre aspect est celui du projet géopolitique. C'est à cela que se rattache l'idée de l'arc de crise djihadiste, de Nouakchott à Mogadiscio, création de l'EI, d'Al-Qaida, de Boko Haram et des Shebab associés. Considérée comme excessive cette idée semble pourtant prendre peu à peu une certaine consistance et gagner en crédibilité. Toutefois, pour le moment les cartes de l'IIIK ne traduisent pas, pour le Sahel, une situation qui est pourtant en train de se détériorer.

La figuration cartographique des conflits pose, à côté de celle des zones et des arcs, la question du devenir des **espaces qui séparent les zones en proie à la guerre**. Vont-ils subsister jouant le rôle d'isolant, de zones tampon ? Vont-ils, à leur tour, basculer dans la guerre ? Les espaces et les Etats concernés sont parmi ceux dont il faut surveiller le devenir. Par rapport à la carte de 2015, on voit en 2018 que parmi les pays signalés alors, comme étant ceux dont l'évolution devait être surveillée – Kenya, Ethiopie, Erythrée, Djibouti, Egypte,

Jordanie, Liban, Israël, et, pour faire le lien avec l’AfPak, Oman et l’Iran –, deux sont passés au niveau 5, celui de la guerre : l’Ethiopie, l’Egypte.

(23) On peut enrichir l’analyse des conflits avec l’utilisation des notions de **complexes de sécurité** et, par extension, de **complexes d’insécurité**. Le complexe de sécurité établi en Europe occidentale, après la seconde guerre mondiale, qui s’appuie sur l’OTAN et l’UE, s’est élargi après la guerre froide. Mais il subsiste des conflits non résolus dans le complexe, comme Gibraltar, Chypre ou encore la question d’Ulster. Et l’on voit que ce complexe est affronté à un nouveau défi, avec la montée du séparatisme. Ce complexe est aussi, à la fois, en cours de consolidation avec le développement progressif de l’identité européenne de sécurité et de défense, et de crise pour sa partie OTAN. L’ex-URSS, complexe de sécurité, s’est transformée en partie en un complexe d’insécurité, dans la mesure où la question du statut de l’étranger proche (Géorgie, Ukraine, Moldavie notamment) n’est pas résolue¹⁶. Ce type de réflexion pourrait utilement être étendu à d’autres ensembles régionaux, dont le MENA et ses parties constitutives.

VI. Dynamique de la guerre et de la conflictualité

(24) L’objet du présent développement n’est pas de suivre les conflits du point de vue des diverses phases par lesquelles ils sont susceptibles de passer¹⁷, mais de faire le point sur : l’apparition de nouvelles guerres, les principales aggravations en 2018 et les améliorations les plus notables, voire la fin de certaines guerres. D’autres conflits restent au même niveau de violence et certains sont dits, gelés, inactifs ou oubliés.

Pour traiter de ces questions, le *Conflict Barometer* de l’HIIK est un outil précieux. Il couvre la conflictualité de la « dispute » (différend), jusqu’à la guerre de haute intensité et permet un suivi plus fin par rapport à une base qui ne détecte le conflit armé ou la guerre qu’à partir d’un niveau de violence, fixé par un nombre de victimes. Ses 5 niveaux de conflictualité et d’intensité (différend, crise non violente, crise violente, guerre limitée et guerre¹⁸) rendent possible un véritable suivi de l’évolution des conflits. Les données de l’HIIK sont complétées, quand cela est utile par celles d’autres sources d’études des conflits. L’utilité de *Barometer* est moindre s’agissant des conflits qui restent au même niveau d’intensité. Le présent développement est relatif aux conflits les plus actifs, à ce que l’HIIK considère comme

¹⁶ Comme on l’a fait pour les complexes de sécurité, on peut certainement retenir l’idée de complexe d’insécurité et de conflit (V. J.F. Guilhaudis, *Relations internationales contemporaines*, Litec 2010, p. 762 et ss (n°s 826-837)). La notion de *Security complex* a été utilisée par Barry Buzan pour faciliter l’analyse de la sécurité pour certaines régions, notamment l’Europe. Un *security complex* est « *a set of states whose major security perceptions and concerns are so interlinked that their national security problems cannot reasonably be analysed apart from one another* » (B. Buzan et al. *The European security order recast*. Pinter Pubs, 1990, p. 13). Parler de complexe d’insécurité ou de conflits revient à aborder la même réalité, un ensemble d’Etats, sous un angle différent ; un complexe de sécurité est aussi un complexe d’insécurité et vice versa. Outre celles de la délimitation, du chevauchement et de l’évolution de la dimension des complexes, deux questions se posent surtout : un conflit a-t-il tendance à s’étendre jusqu’au niveau du complexe ; faut-il pour lui apporter une solution prendre en compte les problématiques de l’ensemble du complexe ?

¹⁷ Sur ces phases, voir J.F. Guilhaudis et L. Balmond, *Relations internationales contemporaines*, 4^e édit., 2017, p. 1074-1076.

¹⁸ Voir *Conflict Barometer 2018, Methodology*, p. 6. Toutefois, le fait qu’un conflit reste au même niveau, selon l’HIIK ne traduit qu’une partie de la réalité, celle qui correspond aux paramètres qu’il emploie (victimes, personnel participant, armes employées, destructions, personnes déplacées et réfugiés). Le conflit peut, par ailleurs, évoluer de manière significative, en fonction d’autres éléments que la base ne retient pas (rupture d’une négociation, intervention extérieure, par exemple). Le classement de l’HIIK, surtout quand un conflit est signalé comme restant au même niveau d’intensité, donne donc seulement une première indication, toujours à confirmer, si on veut porter un diagnostic précis sur l’évolution du conflit.

relevant de la guerre – c’est-à-dire des conflits de niveau 4 ou 5, soit environ le dixième des conflits qu’il recense. Les autres niveaux de conflictualité ne peuvent être pris en compte au même point, dans une chronique privilégiant les conflits armés. Mais le suivi du Barometer est très intéressant pour suivre la montée d’un conflit jusqu’à la violence et à la guerre et sa baisse d’intensité jusqu’à son éventuelle terminaison. On abordera dans le Stock des conflits intéressant la sécurité internationale, un certain nombre de conflits n’ayant pas atteint ou ayant quitté le niveau de la guerre.

Le *Armed Conflict Survey* de l’Institut d’études stratégiques observe, pour sa part, ce que font aussi mais de manière moins systématique d’autres instruments d’analyse des conflits, les grandes tendances de la conflictualité armée.

VI.1. Evolution de la guerre de 2017 à 2018

(25) Pour 2018, le *Barometer* recense 374 conflits, dont 214 violents. Parmi ces derniers, il identifie 16 guerres et 25 guerres limitées contre 20 guerres et 16 guerres limitées en 2017. Le rapport entre les deux catégories s’est presque inversé.

Le premier tableau ci-après indique, par région, l’évolution de la guerre de 2017 à 2018. Le second donne la liste nominative des guerres de 2018, en précisant celles qui existaient déjà en 2017.

Tableau 20. L’évolution de la guerre de 2017 à 2018

	Europe	Af. Sud Sahara	MENA	Amériques	Asie Océanie
Guerre (Niv5)	0 (1)	6 (10)	9 (6)	1 (1)	0 (2)
Maintenues	0	6	6	1	0
Passée de 4 ou moins, à 5			2		
Nouveau			1		
Guerre Limitée, (Niv.4)	1 (0)	9 (4)	3 (5)	5 (6)	7 (2)
Maintenue		2	1	4	2
Passée de 5 à 4 moins	1	3			2
Passée de 4 à 3 ou moins	0	3		2	
Passée de 3 ou moins, à 4	0		2	1	3
Nouveau		1			

Source : données du Conflict Barometer 2018.
NB () chiffres de 2017.

Liste des guerres (guerres, guerres limitées) en 2018

Tableau 21. La guerre en 2018 selon l’HIIK

Région	Guerre	Guerre limitée
Europe		Ukraine (Donbass)
Afrique Sud du Sahara	<ul style="list-style-type: none"> -RCA (<i>Anti-Balaka- ex séléka</i>) -Ethiopie (<i>rivalités entre communautés</i>). -Nigeria (<i>fermiers-pasteurs</i>) -Nigeria Cameroun, Tchad, Niger (<i>Boko Haram</i>) -Somalie, Kenya (<i>Shebab</i>) -Soudan (<i>Darfour</i>) 	<ul style="list-style-type: none"> - Algérie, Mali et al. (<i>AQMI et al</i>) -Cameroun (Minorité anglophone) -Rd Congo (milices Ituri) -Rd Congo (Mayi-Mayi et al) -Rd Congo, Ouganda (<i>ADF</i>) -Mali (Rivalités ente communautés, Mali central) -Sud Soudan (rivalités entre communautés) -Sud Soudan (<i>SPLM/A-in-opposition</i>) -Somalie (Somaliland -Puntland)
Moyen-Orient, Maghreb	<ul style="list-style-type: none"> -Afghanistan (<i>Taliban et al</i>) -Syrie, Iraq et al (<i>EI</i>) -Syrie (<i>rivalités internes à l'opposition</i>) -Syrie (<i>opposition</i>) -Syrie (région d'Afrin) -Libye (<i>opposition</i>) -Yémen, Arabie saoudite (<i>Al-Houthi</i>) -Egypte (groupes militants Sinaï) -Turquie (<i>PKK</i>) 	<ul style="list-style-type: none"> -Israël (Hamas et al) -Libye (rivalités entre tribus) -Yémen(<i>AQPA, Ansar-al Sharia</i>)
Amériques	<ul style="list-style-type: none"> Mexique (<i>cartels de la drogue</i>) 	<ul style="list-style-type: none"> -Brésil (<i>organisations trafic de drogue</i>) -Colombie (<i>violence entre cartels,groupes paramilitaires, militants de gauche</i>) -Colombie (<i>cartels, groupes paramilitaires</i>) -Mexique (<i>violence entre cartels, groupes paramilitaires</i>) -Nicaragua (<i>opposition</i>).

Asie Océanie	<ul style="list-style-type: none"> -Birmanie (Rohingya) -Birmanie (KIA, KIO/ Kachin) -Philippines (groups islamistes) -Philippines(BIFM,BIFF-MILF, gouvernement) -Pakistan (Groupes islamistes) -Inde (Naxalistes) -Inde/Pakistan
---------------------	--

Source : données du Conflict Barometer 2018.

NB Italiques : conflit déjà au niveau de la guerre en 2017.

On voit que les situations sont relativement volatiles, dans les régions les plus conflictuelles – le MENA et l’Afrique au Sud du Sahara – et surtout s’agissant des guerres limitées.

VI.2. Nouvelles guerres

(26) Le phénomène est rare au niveau de la guerre dans la base de l’HIIK. Un seul cas est noté en 2018. Il s’agit, dans la région du MENA, en Syrie, de l’affrontement qui a opposé, dans la région d’Afrin, les forces turques et l’Armée syrienne libre (ASL) aux Forces démocratiques syriennes et aux unités de protection du peuple kurde (FDS/YPG). Cette guerre, dans la guerre de Syrie, qui selon l’HIIK, en comptait déjà trois, a connu son plus haut niveau d’intensité au cours des 3 premiers mois de l’année, lors de l’opération « Rameau d’olivier », menée par la Turquie.

De son côté l’UCDP souligne, point important, que le conflit entre l’Iran et Israël est devenu actif pour la première fois en 2018 – il décompte 103 victimes. L’HIIK répertorie ce conflit au niveau 3 (*violent crisis*) et remarque également une tendance à la hausse. Pour l’UCDP, il ne s’agit que d’une guerre limitée, niveau pas encore atteint pour le *Barometer*, mais dans une perspective systémique, l’évaluation du conflit est très différente. On y reviendra dans le Stock des conflits.

VI.3. Aggravation des guerres

(27) Il s’agit, le plus souvent, de conflits qui passent ou repassent du niveau 3 ou des niveaux inférieurs, aux niveaux 4 et 5, ceux de la guerre limitée et de la guerre. Parfois, le conflit franchit deux niveaux.

Tableau 22. Conflits passés aux niveaux 4 (guerre limitée) et 5 (guerre) en 2018

Région	Guerre (passage au niveau 5)	Guerre limitée (passage au niveau 4)
<i>Europe</i>		

Afrique Sud du Sahara		-Somalie (Somaliland -Puntland) Niveau 2 en 2017
Moyen-Orient, Maghreb	-Egypte (groupes militants, Sinaï) Niveau 4 en 2017 -Turquie (PKK) Niveau 4 en 2017	-Israël (Hamas et al) Niveau 3 en 2017 -Libye (rivalités entre tribus) Niveau 3 en 2017
Amériques		-Nicaragua (opposition) Niveau 3 en 2017
Asie Océanie		-Birmanie (KIA, KIO/ Kachin) Niveau 3 en 2017 -Inde (Naxalistes) Niveau 3 en 2017 -Inde/Pakistan Niveau 3 en 2017

Source : données du Conflict Barometer 2018.

L'aggravation la plus nette – le passage du niveau 2 au niveau 4 – est celle du conflit opposant, en Somalie, le gouvernement du Somaliland à celui de la région autonome du Puntland, au sujet des provinces de Sool, Sanaag et Cayn. Le conflit, antérieurement non violent, est devenu violent en 2018, entre les forces du Somaliland et celle du Puntland. La violence s'est maintenue pendant toute l'année, avec un pic en mai. Cette évolution pourrait affecter la relation, pour le moment non violente, entre les autorités de la Somalie et le Somaliland, dont la sécession effectuée en 1991 n'est pas acceptée par la Somalie et pas reconnue sur le plan international, et contribuer à étendre la zone d'action des Shebab.

On remarquera que les deux conflits passant de la guerre limitée à la guerre, se situent dans le MENA et que, dans les deux cas, comme pour la nouvelle guerre d'Afrin, l'aggravation est surtout le fait des gouvernements turc (frappes aériennes en Irak contre le PKK) et égyptien (offensive dans le Sinaï, en février 2018). Pour l'entrée dans la guerre limitée la première région est l'Asie Océanie.

VI.4. Amélioration et fin de guerres, accords et traités de paix, décisions juridictionnelles

VI.4.1. Amélioration

(28) Certains conflits passent, en revanche, du niveau de la guerre à celui de la guerre limitée voire sortent de la guerre au sens du HIIK.

Tableau 23. Conflits passés au niveau 4 (guerre limitée) et sortis de la guerre en 2018

Région	Guerre à guerre limitée	Sortie de la guerre
Europe	Ukraine (Donbass)	
Afrique Sud du Sahara	-Rd Congo (Mayi-Mayi et al) -Sud Soudan (rivalités entre communautés) -Sud Soudan (SPLM/A-in-opposition)	-Rd Congo (KN) -Rd Congo (Bantu-Batwa)
Moyen-Orient, Maghreb		-Liban (groupes militants sunnites)
Amériques		- Colombie (ELN) -Salvador (Maras)
Asie Océanie	- Birmanie (Rohingya) -Philippines (groupes islamistes)	

Source : données du Conflict Barometer 2018.

En 2018 la guerre recule surtout en Afrique au Sud du Sahara et, à un degré moindre, en Asie Océanie.

VI.4.2. Fin de guerres¹⁹

(29)

Tableau 24. Guerres ayant pris fin en 2018

Région	Guerre ayant pris fin
Europe	
Afrique Sud du Sahara	-Cameroun Niger Militants Bakassi -Ethiopie- Erythrée -Ethiopie (TPDM Gouvernement) -Rd Congo (milices Ninja)
Amériques	
Asie Océanie	-Cambodge Thaïlande (frontière)
	-Chine Taiwan (opposition)
	-Malaisie (Opposition)
MENA	-Irak Kurdistan (gouvernement régional)

Source : données du Conflict Barometer 2018.

Les fins de guerre annoncées doivent toujours être accueillies avec beaucoup de prudence. Il faut attendre qu'elles soient confirmées dans la réalité. Dans cette liste, il en est particulièrement ainsi pour la relation entre le Gouvernement irakien et le gouvernement régional kurde, surtout dans le contexte actuel de la région.

¹⁹Quand peut-on considérer qu'un conflit a pris fin ? La question est délicate. La manière de présenter les conflits donne l'impression qu'il s'en crée sans cesse de nouveaux et qu'aucun ne se termine. On s'intéresse peu à ce versant de la conflictualité. Wikipedia joint à sa liste des guerres modernes une liste assez fournie des conflits terminés, de 1947 à 1991 et depuis 1991. Mais cela n'est guère concluant, car si la guerre de Gaza de 2012, puis celle de 2014, se sont bien terminées en 2012 et en 2014 et si on peut dire aussi que la première guerre civile libyenne a commencé et pris fin en 2011, il est évident que les guerres de Gaza font partie du conflit israélo palestinien qui est loin d'être fini et que la guerre civile en Libye se poursuit. Les opérations militaires peuvent baisser d'intensité et s'arrêter et le conflit qui les a générées, se poursuivre. Se prononcer sur la fin d'un conflit peut être très délicat. On ne peut pas toujours se contenter des évaluations des spécialistes.

Selon l'UCDP, un conflit " *is categorised as terminated by any of the following events: 1) victory; 2) [peace agreement](#); 3) [ceasefire agreement](#); 4) [low activity](#); 5) [no activity](#); or 6) [other](#) (the latter three are sometimes grouped as other outcome)*" (v *Definitions, UCDP*). Cette définition, cohérente avec l'approche humanitaire, n'est pas satisfaisante. L'absence de victimes n'est qu'un indice parmi bien d'autres de la fin d'un conflit. La victoire militaire ne met pas fin à un conflit si elle n'est pas admise comme telle à la fois par le vaincu, ce qui passe normalement par un accord de paix, et par la communauté internationale. Un accord de cessez-le-feu met, au plus, fin aux hostilités armées mais pas à la guerre et au conflit. Le bas niveau d'activité ou l'absence d'activité ne mettent pas non plus fin au conflit, à moins qu'ils ne puissent être considérés comme l'équivalent de la renonciation à une position ou de l'acceptation d'une prétention, valant fin du conflit.

Le *Center for Systemic Peace* est plus réaliste, quand il note, dans son rapport 2014, à propos des *recently ended conflicts*, que « *In many of these locations, political tensions and /or low level violence continue to challenge state authorities* » p. 14).

Ni une victoire, ni un cessez-le-feu, ni même un accord de paix, ni un arbitrage ou un arrêt de la CIJ, ne marquent la fin d'un conflit. Ils sont des indices d'une évolution positive, d'une amélioration, qui connaît des degrés. La fin d'un conflit se situe au-delà de l'accord, voire du traité de paix. Elle relève du fait, elle se constate dans la durée, souvent même dans la longue durée et peut être difficile à déterminer. Et, à moins que le conflit ait été résolu à la satisfaction partagée des parties, on doit conserver ouverte la possibilité qu'il renaisse, identique ou plus ou moins transformé, et revienne à un niveau de violence élevé.

Malgré la conclusion d'un accord de paix – un *Joint Declaration of Peace and Friendship* du 9 juillet 2018, suivi le 16 septembre d'un accord de paix –, la même réserve s'impose à propos des relations entre l'Éthiopie et l'Érythrée. L'accord est lié à l'arrivée au pouvoir en Éthiopie de M. Abiy Ahmed, qui a accepté l'accord de paix de décembre 2000 et la décision (de 2002) de la Commission de délimitation de la frontière entre les deux pays.

VI.4.3. Accords et traités de paix²⁰, décisions juridictionnelles

(30) L'accord précité entre l'Éthiopie et l'Érythrée est le plus notable en 2018 ; il est censé mettre fin au conflit. La base de données de l'UCDP en recense 4 autres en 2018 : en Éthiopie, une déclaration commune entre le gouvernement fédéral et le front de libération de l'Ogaden établissant une commission commune pour discuter des causes du conflit ; en Birmanie l'accord du *New Mon State Party* pour participer au processus de paix national en signant l'accord de cessez-le-feu, au Soudan l'accord du 12 septembre entre le gouvernement et le SPLM-IO/A. Ces 3 accords s'inscrivent dans un processus devant mener à une avancée dans la solution voire à la fin du conflit. Enfin, dans le cadre de la guerre du Yémen, est intervenu le 20 décembre l'accord de Stockholm, relatif à la situation à Hodeïda (cessez-le-feu, redéploiement des forces, échange de prisonniers)²¹.

À la Cour internationale de justice, on notera la requête introduite par la Palestine le 28 septembre 2018, contre l'installation de l'Ambassade des États Unis à Jérusalem, demandant à la CIJ de juger que cette installation est contraire à la convention du 18 avril 1961 sur les relations diplomatiques. Sur la CIJ et les conflits en 2018, voir le compte rendu du *Conflict Barometer 2018*, p. 19.

À la Cour Pénale internationale, on a particulièrement remarqué l'acquiescement de Jean Pierre Bemba par la Chambre d'appel, le 8 juin 2018. La Chambre d'instruction I a retenu la compétence de la Cour pour connaître de la déportation des Rohingya de Birmanie au Bangladesh. Sur la CPI et les conflits v. *Conflict Barometer 2018*, p. 20.

VI.5. Les conflits restés au même niveau de la guerre

(31) Que dire des conflits qui restent, une année après l'autre, au même niveau d'intensité de la guerre, 5 ou 4, au Baromètre du HIIK ? Sont-ils stables ? Doit-on dire qu'ils stagnent, qu'ils sont gelés, immobiles comme endormis ? Ces conflits ne sont évidemment ni gelés ni endormis puisqu'ils connaissent encore un niveau de violence parfois élevé. Le fait de rester au même niveau selon le Baromètre de l'HIIK, c'est-à-dire en fonction des paramètres qu'il utilise pour déterminer les niveaux de conflictualité (armement, personnel, victimes,

²⁰ Les accords de paix constituent une catégorie vaste, au contenu varié. Parmi eux il faut, au minimum, distinguer les traités de paix, conclus de manière solennelle et, souvent, bien après la fin du conflit armé. Un traité de paix met officiellement fin à une guerre qui a parfois cessé en réalité depuis des décennies. Ce fut le cas du traité du 12 septembre 1990 pour l'Allemagne. Ce serait le cas du traité de paix qui reste à conclure entre le Japon et la Russie. Outre les traités de paix, l'expression « accords de paix » est comprise de manière très large, comme désignant tout accord – ce terme étant lui-même compris de manière extensive – contribuant à une avancée vers la paix. Un accord de cessez-le-feu, dont l'objet est beaucoup plus précis et limité, doit être distingué d'un accord de paix.

Les accords « de paix » peuvent rester lettre morte (accords de Minsk 2) ou être remis en question, comme l'accord nucléaire iranien.

²¹ Cet accord (texte in S/2018/1134) a été approuvé par le Conseil de sécurité (Rés. 2451 du 21 décembre 2018, il contient aussi une déclaration d'entente sur Taëz.

personnes déplacées, réfugiés, destruction) ne signifie pas que rien ne change concernant ces paramètres, mais que le nombre de points additionnés, ne modifie pas le classement.

Tableau 25. Conflits restés au même niveau de la guerre en 2018

Région	Guerre	Guerre limitée
Europe		
Afrique Sud du Sahara	<ul style="list-style-type: none"> -RCA (Anti-Balaka- ex Seleka) -Ethiopie (rivalités entre communautés). -Nigeria (fermiers-pasteurs) -Nigeria Cameroun, Tchad, Niger (Boko Haram) -Somalie, Kenya (Shebab) -Soudan (Darfour) 	<ul style="list-style-type: none"> - Algérie, Mali et al. (AQMI et al) -Rd Congo, Ouganda (ADF)
Moyen-Orient, Maghreb	<ul style="list-style-type: none"> -Afghanistan (Taliban et al) -Syrie, Iraq et al (EI) -Syrie (rivalités internes à l'opposition) -Syrie (opposition) -Syrie (région d'Afrin) -Libye (opposition) -Yémen, Arabie saoudite (Al-Houthi) 	<ul style="list-style-type: none"> -Yémen(AQAP,Ansar-al Sharia)
Amériques	<ul style="list-style-type: none"> -Mexique (cartels de la drogue) 	<ul style="list-style-type: none"> -Brésil (organisations trafic de drogue) -Colombie (violence entre cartels, groupes paramilitaires, militants de gauche) -Colombie (cartels, groupes paramilitaires) -Mexique (violence entre cartels, groupes paramilitaires)
Asie Océanie		<ul style="list-style-type: none"> -Philippines(BIFM, BIFF-MILF, gouvernement) -Pakistan (Groupes islamistes)

Source : données du Conflict Barometer 2018.

On constate que, pour l'IIK, les guerres se maintiennent nettement plus que les guerres limitées et que, pour ces dernières, le changement intéresse surtout l'Afrique au Sud du Sahara et l'Asie Océanie.

Les critères dont se sert le *Barometer* pour distinguer les niveaux de conflictualité – armement, personnel, victimes, personnes déplacées, réfugiés, destructions – sont pertinents mais ils ne sont pas suffisants, pour évaluer l'évolution d'un conflit. Il faut introduire d'autres éléments, pour obtenir une vue plus exacte. On s'efforcera de le faire s'agissant des conflits figurant dans le Stock des conflits.

VI.6. Tendances principales de la conflictualité

(32) Pour le *Armed Conflict Survey 2019* de l'IISS : « *The growing challenge of criminal networks, the merging of transnational and local dynamics, and the targeting of civilians characterised armed conflicts in 2018* ». Il développe ces points dans un chapitre initial, *Global Trends*, où il est aussi question de l'expansion des conflits dans les villes et des conséquences du changement climatique. On reprend ces observations ci-après.

Les insurrections visant à s'emparer du pouvoir pour mettre en œuvre un projet politique, une idéologie ou pour obtenir l'autonomie ou l'indépendance n'ont certes pas disparu mais **les acteurs armés visant des intérêts économiques sont de plus en plus, présents et nombreux dans les conflits et les défis qu'ils posent deviennent de plus en plus redoutables**. Par exemple, en RCA, les deux factions à l'origine du conflit en 2013 se sont scindées en près d'une vingtaine de milices locales, réparties dans tout le pays et contrôlant environ 70% du territoire, la plupart sans projet politique et avec pour seul but, le contrôle et l'exploitation d'une partie du pays. Dans certains Etats, le commerce de la drogue fait partie de l'écosystème de la guerre. Aux frontières de l'Afghanistan ou de la Birmanie des groupes armés sont ainsi présents sur toute la chaîne d'approvisionnement (protection des cultures, contrôle des itinéraires, trafic). En Amérique centrale et latine, le défi des groupes armés va croissant. Il se manifeste sous la forme de la corruption et de la manipulation des institutions, de la constitution de zones sans loi et, à la limite, du contrôle territorial, les groupes armés, se substituant à l'Etat. L'éditeur du *Survey* souligne très justement que, même si l'objectif est la poursuite d'intérêts personnels, financiers, le contrôle territorial est en soi un acte politique et que le défi lancé à l'Etat est alors majeur. Le problème posé est donc très sérieux et il devrait s'aggraver, puisque selon l'Office des Nations unies contre la drogue et le crime (ONUDD) la production de drogue devrait continuer à croître et que la guerre à la drogue, loin de donner les résultats espérés a, au contraire, contribué à durcir et accroître le défi des trafiquants.

Selon l'IISS, 2018 a aussi illustré particulièrement **le lien de plus en plus étroit entre les dynamiques mondiales et locales** et le renforcement de leurs effets conjugués sur le maintien et le renforcement de la violence. Les réseaux criminels transnationaux, comme les groupes djihadistes, la concurrence géostratégique des puissances et même, le changement climatique, relevant du niveau macro, se mêlent à des sources de conflit au niveau micro. Le djihadisme a fait une percée en Afrique de l'Ouest et en Asie du sud, grâce à sa capacité de s'approprier des griefs locaux et il a apporté des fonds et son savoir-faire. Les rivalités géopolitiques et géoéconomiques se sont greffées sur les conflits de Syrie et du Yémen mais aussi en Somalie et au Soudan.

Le *Survey*, dans un développement **sur les implications de sécurité du changement climatique** (*The Security Implications of Climate Change*), montre la manière dont le changement climatique a affecté la dynamique (gestion des ressources eau et terre) qui a alimenté la mobilisation anti-Assad en Syrie et il attire l'attention sur le fait que, la victoire militaire n'ayant pas éliminé ces griefs, si la reconstruction ne les prend pas en compte, le

potentiel de perturbation demeurera. Les effets du changement climatique sont également importants dans la région du lac Tchad, où sévit Boko Haram et en Amérique centrale.

Autre tendance notable, **l'expansion des conflits dans les villes** – qui se poursuit en 2018 – montre comment le conflit se combine avec la dynamique socio-économique locale et, du même coup, se transforme. Ce phénomène est particulièrement sérieux dans les pays en développement où la croissance urbaine, rapide, est mal, voire pas du tout, maîtrisée. Le conflit s'inscrit dans le contexte social, politique et économique local et il se transforme, ce qui génère de nouveaux griefs et le transforme. Ce sont les cas de Karachi et de Medellín, qui ont inspiré les remarques du *Survey*.

La **violence généralisée contre les civils** n'est évidemment pas une nouveauté, mais l'IISS note que l'on voit nettement, dans le cas de la Syrie et dans ceux du Yémen ou du Sud Soudan, qu'elle relève d'un choix stratégique. En Syrie, les attaques chimiques ont fait partie d'une stratégie visant à affaiblir le soutien de la population aux rebelles. Au Yémen le contrôle exercé par les parties, en concurrence, sur les centres de distribution vitaux, a réduit les services de base et l'aide humanitaire aux civils et les belligérants se sont efforcés de manipuler les outils censés atténuer les conséquences de la violence sur les civils. Au Sud Soudan, l'aide humanitaire a été utilisée comme une source de financement. En Palestine, l'interruption de l'aide américaine à l'UNRWA a servi à faire passer le message de la nouvelle politique des Etats Unis. Les déplacements de populations (personnes déplacées et réfugiés) ont aussi été, couramment, employés après 1945, comme outils stratégiques. Les objectifs étant le départ d'une partie de la population (nettoyage ethnique ou autre), la dépopulation d'un territoire ou le déplacement forcé d'une population dans un lieu assigné. Le fait que la question des Rohingyas n'ait pas eu la même acuité en 2018 ne signifie pas qu'elle est réglée et même traitée.

VII. Conflits et sécurité internationale. Les principaux conflits de 2018

(33) Aborder les conflits du point de vue de la sécurité internationale impose de ne pas privilégier le nombre de morts, de personnes déplacées, de réfugiés autant que le font les principaux instruments d'étude des conflits. Il s'agit sans aucun doute d'éléments importants mais il en est d'autres, en particulier l'aspect systémique, les enjeux juridiques et de sécurité collective, l'implication des puissances et les effets sur leurs relations. Tous les conflits ne sont pas au même niveau du point de vue de la sécurité internationale. Ceux qui impliquent les principales puissances, qui intéressent les grands équilibres, l'ordre international, présentent - même s'ils font encore peu de victimes – un risque très élevé de violence, si l'engrenage s'enclenche, et ils doivent être tenus pour les plus importants.

À partir de cette approche nous avons retenu, pour 2017, une liste de 10 conflits, en indiquant leur tendance d'évolution : Guerre de l'EI (Ag, T), Afghanistan (Ag), Irak (Am), Syrie (Am), Yémen (Ag), guerre de Boko Haram (Ag), Soma lie (S), Soudan (Am ?), Birmanie (Ag), Mexique (Ag).

NB : S= stabilité, Am.= amélioration, Ag= aggravation, T= transformation.

Tableau 26. Les conflits armés les plus importants en 2017

Guerre	Stabilité	Amélioration	Aggravation	Transformation
Guerre de l'EI.			+	+
Afghanistan			+	
Irak		+		
Syrie		+		
Yémen			+	
Guerre Boko Haram			+	
Somalie	+			
Soudan		+ ?		
Birmanie			+	
Mexique			+	

(34) Les conflits armés que l'on peut tenir comme principaux, au titre de 2018, restent pour l'essentiel, ceux de cette liste.

La guerre de l'Etat islamique continue de se transformer. L'EI a perdu ses derniers bastions en Syrie en 2018 et 2019 mais la guerre est loin d'être finie.

Les guerres d'Afghanistan, Syrie, Irak et Yémen restent classées parmi les conflits les plus importants par l'UCDP, comme par l'IIK, *Ongoing Conflicts* et le SIPRI. Elles demeurent, du point de vue de la sécurité internationale, parmi les conflits de l'année. Même si le nombre des victimes décroît en Syrie (18879 contre 27920) et surtout en Irak (831 contre 13817), il est difficile de parler de réelle amélioration. Il paraît préférable de juger que l'on entre, dans les deux cas, dans une autre phase de la guerre. C'est en revanche l'aggravation que marquent les événements en Afghanistan et au Yémen. S'agissant de ces quatre conflits, il est important de noter qu'ils forment de plus en plus un complexe d'insécurité, aussi bien à cause de l'EI, que de l'implication de plusieurs puissances rivales ou hostiles (Etats-Unis, Iran, Russie principalement).

La guerre au Nigéria doit rester aussi dans les principaux conflits de 2018. Le nombre des victimes relevé par le *Barometer* de l'IIK varie peu (2000 contres 2100). Au Nigéria même, les attaques contre les forces armées, notamment de la part de la partie de Boko Haram reconnue par l'Etat islamique se poursuivent et la guerre continue à affecter de manière significative les pays voisins, le Cameroun, le Niger et le Tchad.

En Somalie la guerre demeure également. L'activité des Shebab, qui s'étend toujours au Kenya dans la zone proche de la frontière, ne faiblit pas, malgré l'aide apportée au gouvernement fédéral, par les Etats Unis, dont l'action s'est intensifiée sous D. Trump, l'Union européenne et l'Union africaine. Les attentats se poursuivent de même que les attaques contre l'armée somalienne et l'AMISOM.

Selon le *Conflict Barometer 2018*, **la situation au Soudan et au Sud Soudan** a évolué de manière positive. Au Sud Soudan, il ne compte plus que 4 conflits, au lieu de 6, et enregistre une baisse de niveau de 5 à 4 sur les 2 conflits les plus intenses. Au Soudan, il compte 5 conflits au lieu de 6. Si le dossier dans son ensemble, reste très conflictuel, il y a donc une certaine amélioration. Celle-ci toutefois ne touche pas le Darfour qui reste au niveau 5. La

perspective d'amélioration évoquée dans notre chronique précédente n'est donc pas vraiment confirmée. Il y a amélioration au Soudan Sud, où les principales parties au conflit sont parvenues à un accord de paix, en septembre 2018.

Au **Myanmar (Birmanie)**, les perspectives d'aggravation évoquées dans la précédente chronique ne se sont pas réalisées. Mais 2018 s'est achevée sans avancée notable et il n'y a pas eu de retour des réfugiés.

Au Mexique, enfin, la situation a continué à se détériorer en 2018.

Les listes de guerres signalées par les divers instruments d'étude des conflits ne désignent pas d'autre conflit important en 2018²².

Étant donné notre approche, il est important de souligner, qu'en 2018, on a assisté à un net durcissement du conflit entre Israël et l'Iran et que la situation en Libye, Etat particulièrement important du point de vue de la sécurité européenne n'évolue pas de manière favorable. Ces aspects seront évoqués dans le cadre du stock des conflits.

²² Pour **I'HIK**, il y a 16 guerres : 6 en Afrique- RCA (Anti-Balaka- ex Séléka), Ethiopie (rivalités entre communautés), Nigeria (fermiers-pasteurs), Nigeria Cameroun, Tchad, Niger (Boko Haram), Somalie, Kenya (Shebab), Soudan (Darfour) ; 9 au MENA – Afghanistan (Taliban et al, Syrie, Iraq et al (EI), Syrie (rivalités internes à l'opposition), Syrie (opposition), Syrie (région d'Afrin), Libye (opposition), Yémen, Arabie saoudite (Al-Houthi), Egypte (groupes militants, Sinaï), Turquie (PKK) ; et une au Mexique (cartels de la drogue). Le **SIPRI** compte 3 guerres majeures (plus de 10000 morts) – Afghanistan, Yémen et Syrie – et 13 Conflits de haute intensité (entre 1000 et 9999 morts) : Irak, Nigéria, Somalie, Rd Congo, Turquie, Philippines, Mali, Ethiopie, Sud Soudan, Cameroun, Egypte, RCA et Libye. L'**UCDP** dénombre, pour sa part, 10 guerres (plus de 1000 morts) : Syrie 4 (17857), Afghanistan 2 (25679), Yémen (4523), Somalie (2086), Mexique 2 (3922). Enfin, **Ongoing armed conflicts** compte : 4 guerres majeures – Afghanistan, Syrie, Yémen, Mexique – et 7 guerres – Somalie, Nigéria, Irak, Boko Haram, Sud Soudan Mali, Libye.

On voit que les résultats sont assez différents d'un instrument d'étude des conflits à l'autre. Malgré tout, il se dégage un certain consensus, pour désigner comme les plus importants ceux d'Afghanistan, de Syrie et du Yémen.